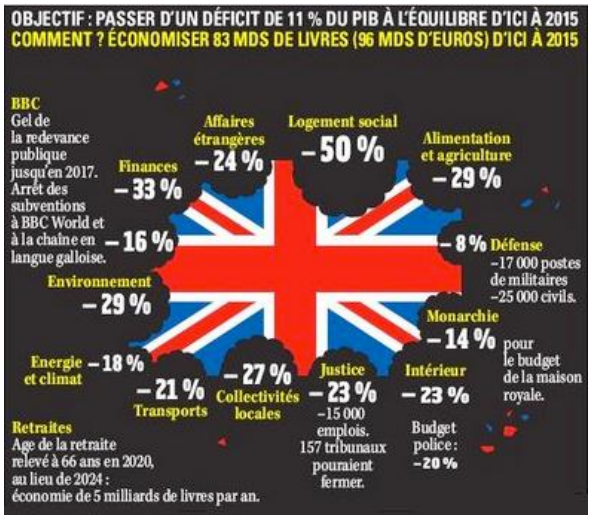
Au Royaume-Uni, l'austérité est déjà une brutale réalité

Mathieu Magnaudeix, *Mediapart*, 10 Décembre 2010

«Cuts». Ces temps-ci, il n'est plus question que de ça outre-Manche: les *«coupes budgétaires»* imposées par la coalition au pouvoir depuis le mois de juin, sous la houlette du premier ministre, le conservateur David Cameron, décidé à apparaître comme le bon élève de l'austérité en Europe. Sitôt élus, «Tories» et libéraux-démocrates ont annoncé une gigantesque cure de rigueur extrême: 91 milliards d'euros d'ici 2015, avec l'objectif de réduire d'ici là par cinq le déficit public qui culmine à aujourd'hui plus de 10%. Il s'agit du plan d'austérité le plus dur depuis la Seconde Guerre mondiale.



Même Margaret Thatcher n'avait pas été aussi loin. L'âge légal de départ en retraite sera porté de 65 à 66 ans d'ici 2020, quatre ans plus tôt que prévu. La BBC va voir ses crédits réduits de 16% sur les six prochaines années. Même la reine va voir son argent de poche annuel amputé de 14%.

Avec 330.000 emplois supprimés, les services publics sont particulièrement mis à l'épreuve. A part la santé et l'éducation, les dotations des ministères seront amputées de 19% en moyenne *(voir infographie ci-dessus)*, ce qui aura des conséquences en cascade: disparition de nombreuses agences gouvernementales, annulation de chantiers de transport et hausse du prix du train, réduction des crédits aux collectivités locales, fusions d'hôpitaux, arrêt de programmes militaires, fermeture de prisons et de 157 tribunaux, ou encore la vente de la moitié des forêts domaniales du pays...

Côté prestations sociales (un tiers du budget de l'Etat), les chômeurs de longue durée qui refusent une offre d'emploi ou de participer à des programmes de travail bénévole seront sanctionnés. L'aide juridique en cas de conflit administratif sera supprimée, les allocations logement et famille seront soumises à des conditions de revenus. L'aide aux adultes handicapés est diminuée, l'aide au logement plafonnée, ce qui pourrait exclure les plus modestes des grandes villes, dixit le maire (conservateur) de Londres, Boris Johnson, qui craint un *«nettoyage social du type Kosovo»*. En plus de la hausse des frais d'inscription à l'université, la prime de 35 euros pour les 16-18 ans qui étudient est supprimée: deux mesures qui alimentent depuis plusieurs semaines la colère étudiante.

«La vraie bataille commence maintenant», estime l'hebdomadaire *The Economist*, qui soutient les mesures de Cameron sans en nier les déflagrations sociales. *«Des millions de gens vont voir leurs allocations baisser [...] Il y aura des oppositions, pas seulement de la part des syndicalistes de gauche, mais aussi de la part des supporters naturels des conservateurs, comme la police dont les effectifs vont être réduits, ou les parents de la classe moyenne.»* L'ONG Oxfam pointe un risque de *«basculement dans la pauvreté»* pour de nombreux Britanniques.

Selon divers calculs, l'austérité pourrait entraîner la destruction de 500.000 à 700.000 emplois dans le privé au cours des prochaines années. Le plan d'austérité risque de faire baisser le revenu disponible des Britanniques. Afin de recréer de l'activité, le gouvernement table sur un hypothétique retour de la croissance et une politique de taux d'intérêt très bas de la Banque d'Angleterre (le Royaume-Uni n'est pas dans l'euro). Pari *«à haut risque»*, juge *The Economist*...

Déjà 50.000 emplois supprimés dans les collectivités locales

Pour justifier ses mesures, le gouvernement Cameron reprend l'adage de Maggie Thatcher, le fameux «Tina», *«there's is no alternative»*. Et affirme que les économies sont *«justes»*, car elles toucheront d'abord les plus aisés. En fait, l'*Institute for Fiscal Studies* a calculé que les efforts toucheront surtout la moitié la plus pauvre des foyers britanniques, affectant particulièrement les 10% les plus modestes. Selon son directeur, *«les changements fiscaux et sociaux sont régressifs pour la grande majorité* des *revenus»*. D'après la *Resolution Foundatio*n, qui a publié un rapport sur l'impact de la crise sur la classe moyenne, le plan d'austérité risque d'accroître encore le ressentiment de cette tranche de la population déjà *«pressée»* comme un agrume. Dans un rapport publié en novembre, la *New Economic Foundation* met en garde contre la montée de la *«pauvreté* extrême, du chômage, de la détresse et de la conflictualité sociale». Femmes, jeunes et pauvres risquent d'être les plus touchés, avertissent de nombreux experts.

Un peu partout, les premiers effets de la réduction des crédits sont déjà visibles. Dans la foulée des annonces gouvernementales, plusieurs blogs ou sites participatifs ont été créés pour en visualiser les impacts. Un journaliste social du Guardian, Patrick Butler, a ouvert son *Cuts Blog*, chronique de l'austérité qui vient. *«Le plus grand perdant, ce sont les collectivités locales»*, écrivait-il dès le 20 octobre, la veille des annonces gouvernementales. Chaque jour qui passe le confirme: avec 26% de réduction des dotations pendant les quatre ans à venir, les collectivités locales sont très violemment touchées. Surtout dans le nord-est pauvre du pays, où l'économie locale est sous perfusion des crédits publics. Résultat: *«Beaucoup de bibliothèques, de piscines, de centres communautaires risquent de fermer,* avertit le journaliste. *Des services d'aide aux jeunes, des centres d'orientation professionnels, des projets type actions locales contre le racket ou amenant de la cohésion sociale vont être démantelés.»* C'est la porte ouverte à une privatisation des services publics, déjà largement sous-traités au Royaume-Uni.

Les syndicats (TUC) tiennent eux aussi leur blog de l'austérité, *Cutswatch*. Ils recensent déjà 50.000 emplois détruits depuis les annonces gouvernementales, 43 collectivités locales ayant déjà annoncé des suppressions de postes. Par exemple:

«Conseil municipal de Bradford: 2000 emplois; conseil de Gateshead: 600 emplois; district d'Ealing (Londres): 300 emplois; conseil du comté de Cumbria: 600 emplois; conseil du comté de Northumberland; conseil de l'île de Wight: 300 emplois; conseil municipal de Newcastle: 2000 emplois; conseil de North Tyneside: 300 emplois; conseil du comté de Lincolnshire : 1000 emplois; district de Harringay (Londres) : 1000 emplois; district de Brent (Londres) 350 emplois; Bath and North East Somerset 300 emplois; conseil d'Hartlepool 150 emplois.»

Autre exemple, donné par le journaliste du *Guardian,* Patrick Butler: le conseil de Blackburn-with-Darwen (un des plus pauvres du pays, près de Manchester) va voir ses crédits rabotés de 36%, car les crédits spéciaux pour les collectivités défavorisées sont également réduits. Non loin, Stoke City va supprimer 700 emplois et cessera de financer les éclairages de Noël dès l'an prochain.

Programme de rénovation des écoles gelé, services sociaux menacés...

WhereAreTheCuts, créé par la Open Knowledge Foundation, propose aux internautes de faire remonter les coupes budgétaires près de chez eux. Le tout est affiché sur une carte interactive, ville par ville. *«Il n'y a pas de liste officielle des coupes budgétaires, alors aidez-nous»*, demandent les créateurs du site. Avec plus de 1200 entrées, la liste des *«cuts»* recensés (et le plus souvent vérifiés) est déjà pléthorique.

A Gloucester, des lignes de bus en milieu rural vont être supprimées. A Borehamwood (grande banlieue de Londres), un centre de jour pour personnes âgées est menacé tandis qu'à Chingford Waltham Forest, le conseil municipal ferme les toilettes publiques, faute d'argent, selon la presse locale. Réduction des crédits militaires oblige, les quinze implantations du *Defence Support Group*, une agence gouvernementale d'équipement des armées qui emploie 3000 personnes, vont être vendues.

L'agence régionale de développement du comté de West Midlands (au centre du pays) va devoir trouver 43 millions d'euros d'économies, ce qui remet en cause 121 projets urbains, mais aussi des financements pour le tourisme, l'agriculture ou les énergies renouvelables.

Vaste programme de rénovation de 3500 établissements scolaires lancé par les travaillistes en 2004, le programme «Building Schools for the future» est annulé, et remplacé par un programme moins *«bureaucratique»*, *«plus rapide»*, *«plus écologique»*, selon le gouvernement.

Le *Guardian* (encore lui) dresse également la liste des réductions de crédits pour les théâtres, associations et institutions culturelles soutenues par le *Arts Council*. L'Opéra Royal perd 167.000 euros, le National Theatre 116.000 euros, la Royal Shakespeare Company 94.000 euros...

Le même journal a lancé *Leeds Cutswatch*, projet collaboratif destiné à rendre compte *«à la rue près»* de l'impact des mesures à Leeds, ville industrielle du nord du pays en crise depuis les années 80.

Ainsi, le musée des Armoiries basé à Leeds (193 salariés) va réduire ses effectifs de 15% du fait de la baisse de ses subventions; le Children's Workforce Development Council (178 employés), un service social, pourrait être supprimé en 2012; la crèche de Scott hall pourrait fermer...

Le plan d'austérité est si massif que de nombreuses voix se demandent s'il sera réalisable. Selon l'*Institute for Economic and Social Research*, le gouvernement Cameron ne pourra mettre en œuvre que la moitié des coupes prévues d'ici 5 ans. Car d'après l'OCDE, l'Etat providence a déjà été si réduit ces dernières décennies que les coupes budgétaires risquent *«d'aggraver la montée des inégalités»*: *«Comme les budgets ont déjà été diminués à certains endroits, l'Etat providence risque de se fragmenter plus rapidement encore.»*